



HAL
open science

De l'État-providence à l'État-collaborateur

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. De l'État-providence à l'État-collaborateur. Cahiers du CUREI, 1997, Crise et puissance. Hommage au Professeur Louis Reboud, 11. hal-02416019

HAL Id: hal-02416019

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02416019v1>

Submitted on 17 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De L'Etat-Providence à l'Etat-collaborateur :
Incidences d'une mondialisation mal maîtrisée

In

Crise et Puissance,

CUREI, Université Pierre Mendès France de Grenoble

Hommage au Professeur Louis Reboud

Grenoble, 4 Juillet 1997

Jacques Fontanel
Espace Europe

Résumé : La mondialisation conduit inéluctablement à une contestation de plus en plus puissante de l'Etat providence. Les firmes multinationales veulent s'affranchir des lois antitrust, des contrôles environnementaux, de la défense excessive des services collectifs. L'Etat doit rester d'abord le gendarme des lois qu'elles auront inspirées. La fin du capitalisme social est programmée, avec le développement des inégalités et la précarité accrue du travail. Ainsi, naît un Etat collaborateur. Celui-ci est peu soucieux de la défense des valeurs humanistes en faveur d'un matérialisme croissant qui sonne l'affaiblissement des solidarités, de l'échange égal d'information et de la démocratie. Les inégalités seront alors le ferment des conflits qui menaceront l'idée même de la démocratie.

Summary : Globalization inevitably leads to an increasingly powerful challenge to the welfare state. Multinational companies want to get away from antitrust laws, environmental controls, excessive defence of public services. The state must first remain the policeman of the laws they have inspired. The end of social capitalism is programmed, with the development of inequalities and the increased precariousness of work. Thus, a collaborating state was born. This one is not very concerned with the defence of humanist values in favour of a growing materialism which sounds the weakening of solidarities, the equal exchange of information and democracy. Inequalities will then be the basis of the conflicts which will threaten the very idea of democracy.

Mots clés : Globalisation, Firmes multinationales, démocratie, inégalités économiques, Etat, marché, information, Globalization, Multinational companies, democracy, inequalities, State, Welfare state

Introduction

Les vérités éternelles du capitalisme (plein emploi, croissance, stabilité financière, augmentation des salaires réels) se meurent au moment même où ses ennemis disparaissent. Le comment reste mystérieux. Le libéralisme avait connu une première alerte avec la première guerre mondiale, l'avènement du socialisme et surtout la crise économique mondiale de 1929. On est passé alors de l'Etat-gendarme à l'Etat-Providence. Avec l'analyse keynésienne, le rôle économique de l'Etat était justifié dans le court terme, notamment par le déficit budgétaire, si redouté des économistes néo-classiques. Après la guerre, on a même défini des stratégies de développement qui supposaient une forte implication étatique, parfois même une gestion des pouvoirs publics; notamment, mais pas exclusivement, dans les pays en développement (PED). Ainsi, l'approche développementaliste, reposant sur les concepts de dualisme (Lewis), de déséquilibre sectoriel (Hirschman) ou de cercle vicieux de la pauvreté (Nurkse), accordait à l'Etat la fonction de stimuler les pôles industriels de croissance, en appliquant notamment une politique des filières, souvent d'ailleurs néfaste au développement agricole et à l'origine de nombreux goulets d'étranglement. L'analyse structuraliste proposait la politique de l'import-substitution (Prebisch), le refus de la dépendance (Furtado) et des effets de domination entre le centre et la périphérie (Perroux), encourageant l'essor de certaines filières, mais freinant aussi la productivité et les financements nécessaires d'importations non substituables. Le courant néo-marxiste condamnait l'impérialisme et les multinationales (Franck, Amin) et les échanges inégaux (Emmanuel), suggérant l'existence d'un pillage des pays pauvres au bénéfice des riches et revendiquant la nationalisation de la production (frein à l'initiative privée), la planification (facteur de bureaucratisation) et la réforme agraire. Enfin, la politique de l'autodéveloppement s'appuyait sur les acteurs in situ et sur les relations politiques et sociales, encourageant ainsi la mobilisation locale, la prise en charge des acteurs, le recours aux ressources réelles, mais fonctionnant à petite échelle et sans effet sur les dynamiques globales. De toutes ces stratégies du développement, seule la politique tournée vers l'exportation semble aujourd'hui trouver grâce dans le processus de mondialisation et de globalisation, à l'exemple des Nouveaux Pays Industriels. Au niveau mondial, et sur le long terme, le développement fondé uniquement sur des valeurs matérielles, est une réalité².

L'Etat a certes contribué au développement économique, mais les pays qui se sont lancés les premiers dans la liberté de l'échange, en utilisant leur monnaie comme monnaie internationale, ont été les vainqueurs. Sur la base de standards de vie croissants, les principes dérivés du marché se sont avérés efficaces. Pourtant, avec l'absence de compétiteurs systémiques, le capitalisme a sans doute perdu sa capacité à s'adapter aux nouvelles circonstances. Un nouveau jeu économique, avec de nouvelles règles et stratégies, est en train de se mettre en place. Les fondations du capitalisme semblent parfois fragiles. On peut en donner quatre exemples significatifs :

- Depuis 1973, l'Europe occidentale n'a pas connu de création nette d'emplois³.
- Les valeurs mobilières japonaises sont passées de 38916 en décembre 1989 à 14309 en août 1992, provoquant une récession de 3% de la production industrielle entre 1992 et 1994.
- A l'été 1994, le Mexique apparaissait comme un pays bien géré, avec un budget en équilibre, un processus rationnel de privatisation, la construction de l'ALENA, l'essor des investissements étrangers. Six mois plus tard, plus de 500000 travailleurs avaient perdu leur emploi et 250000 allaient le perdre rapidement. Le pouvoir d'achat était réduit de 30% et le Président était accusé de

¹ Professeur à la Faculté des Sciences Economiques, Université Pierre Mendès-France

² L'espérance-vie, encore fortement inégalitaire selon les sexes et les régions, est passé en un siècle de 43 à plus de 60 ans, et les niveaux de nutrition ont été accrus de 20%.

³ Si l'on comptait toutes les personnes qui pourraient travailler aux âges normaux, c'est plus de 20% de la population européenne qui serait privée d'emploi.

corruption et d'incompétence. Or, la politique suivie était pourtant bien celle qui était recommandée par les institutions internationales.

- 17 millions de personnes meurent encore de maladies parasitaires ou infectieuses chaque année, 800 millions de personnes sont sous ou mal - alimentées, plus d'un milliard de personnes sont illettrées, 20 % de la population mondiale reçoit 80% du revenu mondial, contre un rapport de 30/70 il y a seulement 20 ans. On ne peut même plus parler de pillage, puisque les pays pauvres sont souvent exclus des rapports commerciaux avec les pays riches.

La mondialisation pose un triple problème aux entreprises : l'environnement, les crises mondiales et la libéralisation financière généralisée. Trois autres problèmes globaux surgissent : la bombe D (démographie), la drogue et les problèmes de l'immigration. Pour Lester Thurow¹, le déséquilibre devient la norme et l'incertitude règne. Le capitalisme actuel souffre de plusieurs maux :

- le début de l'idéologie concentrée et unique, avec la fin du communisme,
- une ère sans puissance militaire, économique et politique dominante.
- le passage à une ère technologique dominée par les industries de matière grise, de moins en moins dépendantes des contraintes géographiques,
- la bombe démographique,
- la globalisation mal contrôlée de l'économie,

On pourrait ajouter la perte progressive des concernés collectifs et de la solidarité. Après la mort de l'Etat communiste totalitaire, on assiste à la fin de l'Etat-Providence et à la naissance d'Etats mercenaires, alibis, valets, collaborateurs ou de réseaux.

I- La fin de l'Etat-Providence

Le rôle de l'Etat est contesté dans la vie économique actuelle, après son apport exceptionnel pendant les fameuses " Trente Glorieuses ". Cette contestation a porté aussi bien sur ses compétences économiques que sur son rôle social.

I-1 La contestation de l'étendue de son rôle

Au delà des règles de fonctionnement du capitalisme établi comme lois constitutionnelles, le rôle de l'Etat est incontestable dans plusieurs domaines qui maintiennent l'unité nationale et les intérêts collectifs.

Contrôle des trusts et mise en place des règles collectives

L'économie de marché développe une contradiction. La concurrence n'est jamais pure et parfaite, elle est fondée sur des inégalités de pouvoir sur les marchés. Or, le plus fort peut avoir la tentation d'éliminer les plus faibles et donc de devenir un monopole, c'est-à-dire l'anti-thèse de la compétition. Avec la création des sociétés anonymes et la législation anti-trust, l'entreprise américaine a toujours démontré une souplesse et une faculté d'adaptation exceptionnelle. L'Etat n'a pas empêché l'essor des conglomérats, qui constituent la base même de la puissance économique américaine². Taylor et Ford (faire une voiture mondiale et obtenir des économies d'échelle) ont façonné les entreprises américaines. Boeing a longtemps vécu sur les commandes militaires de la dernière guerre mondiale. Maintenant, Ford s'allie avec Mazda et Kia (Corée), elle fait du " juste à temps " sur la base de zéro stock et des flux tendus, avec zéro défaut et la diminution du temps de travail³. Les syndicalistes sont réformistes, négociant les conventions collectives, les retraites et assurances. La mobilité du personnel (présence constante du pioneering) est une nécessité et une vertu. Le système éducatif offre un personnel discipliné, efficace, compétent, tenace dans l'effort⁴. En France, la révolution keynésienne s'ajoute à la tradition colbertiste et saint-simonienne. L'Etat fournit des aides non négligeables pour la fusion des entreprises⁵. Il forme avec l'entreprise un couple inséparable aux conflits aigus.

¹ Thurow, L.C. (1996), *The Future of Capitalism*, William Morrow and Company, Inc, New York.

² La hiérarchisation des entreprises se modifie sans cesse. 44 des sociétés du " Top 100 " américain en 1994 ne figuraient pas dans celui de 1966. Apple, Microsoft, Compaq n'existaient pas, HP ou Motorola étaient encore éloignés de ces places. Le Japon est le principal bénéficiaire de la course à l'effet de taille.

³ Pour Lester Thurow, l'Amérique gagnera parce que ses asiatiques battent leurs asiatiques.

⁴ Pour General Motors, il faut employer les hommes selon leur compétence, les former au plus juste pour les tâches qui leur sont confiées, améliorer la coordination de l'équipe, donner à chacun les moyens de bien accomplir sa tâche et valoriser le travail et les résultats de chacun

⁵ Notamment, Gervais-Danone, Beghin-Say, Dassault-Bréguet Avions, Thomson-Houston-CSF, Péchiney-Ugine et

Les externalités

" Les effets externes mettent en évidence les incidences des interdépendances de deux centres de décision au moins, organiquement distincts, qui ne sont pas sanctionnées par le marché et donc par le système de prix, alors même qu'elles se présentent, d'un point de vue économique, comme des produits joints. Ils correspondent à des services rendus ou à des dommages non rémunérés ¹. L'Etat doit agir pour réglementer les " aménités " positives et négatives, réduire les effets désastreux pour l'environnement d'une pollution industrielle, mais aussi favoriser le développement d'une région en apportant une forme concertée de coordination des investissements. Il est difficile de rendre " marchands " certains biens dont la protection est pourtant essentielle au bien-être collectif. Il faut préserver l'environnement et ajouter " une raison d'être " que le marché, trop préoccupé de court terme, ne secrète pas spontanément. Ce rôle de l'Etat est indiscutable.

Les biens publics

Les services collectifs représentent généralement une consommation non rivale et dont l'exclusion est difficile, voire impossible. Dans ce domaine, la " marchandisation " est inadaptée, à moins de remettre en cause certaines valeurs démocratiques ou républicaines. Autrement dit, les biens publics représentent aussi la philosophie fondamentale qui prévaut dans les règles politico-juridiques définies. Le capitalisme a eu besoin d'infrastructures et de l'Etat, même s'il a renié l'utilité de ce dernier qui pourtant défend les valeurs du futur par rapport à celles du présent. De nombreux économistes dédaignent la valeur des résultats économiques de l'Etat, considérant son activité non productive. Pourtant, si l'Etat ne fait a priori pas de profit, il exerce des activités collectives essentielles, notamment matière d'éducation et de police. Le marché est souvent incompétent pour exprimer les services hospitaliers, d'église ou d'associations. Quand on coupe les crédits gouvernementaux, on coupe aussi les services correspondants. L'éducation accroît la productivité, ce qui peut être vérifié par les augmentations futures de salaires. Actuellement, la connaissance et la compétence sont les sources quasi uniques de l'avantage comparatif des Nations. Ceux qui inventent les produits bénéficient de la première période de forts profits et de hauts salaires, avant l'apparition de la compétition.

Les différences entre les structures de dépense sont encore plus significatives. L'Etat représente un grand employeur, il finance les infrastructures et la R&D, il assure des transferts, notamment en faveur des plus défavorisés. Certains financements sont assurés sans contre-partie. Les paiements de transfert ne sont pas directement déterminés par les ressources nationales productives, mais ils peuvent avoir des incidences positives. S'il existe des ressources oisives et disponibles, la consommation peut créer de nouveaux investissements et donc plus d'épargne. Chaque franc dépensé en biens et services vient s'ajouter au PNB, à moins que le travail et service réalisés par le gouvernement ne conduisent à des effets de substitution ou d'éviction. Si le gouvernement dépense moins, il empruntera moins et le coût du crédit diminuera. Cet effet d'éviction est non négligeable. La promesse de Clinton de réduire le déficit, a conduit à une réduction du taux d'intérêt, qui n'a pas engendré un surcroît d'investissement, car les opérateurs ont anticipé la récession. Seize années d'éducation de qualité aux USA coûte 250 000 dollars par enfant. Le retour sur investissement comprend un risque énorme. Si l'investisseur ne complète pas son programme à l'université, une année supplémentaire dans un collège n'a que peu d'effets sur ses gains futurs. La forme est probablement en U. Il y a de forts gains dans les premières années d'éducation, puis c'est fort déclinant, jusqu'à un certain point où la sélection commence à apparaître et où le retour sur investissement redevient important. L'horizon temps du système capitaliste est trop court pour prendre en compte les problèmes inhérents à l'éducation. Il y a trop peu de retour sur investissement et c'est très risqué. Il est préférable d'investir sur un bon du gouvernement. C'est pourquoi l'éducation publique a été inventée. De nombreux parents (notamment pauvres) ne sont pas disposés aux sacrifices financiers nécessaires pour l'éducation de leurs enfants. On créerait alors une société d'analphabètes, conduisant à une productivité générale de la société décroissante. Pour sa propre efficacité, le capitalisme a besoin d'inclure des buts sociaux. L'éducation des enfants est-elle un investissement ou une consommation ? Elle réduit l'épargne, alors même qu'elle fournit un avantage personnel et collectif utilisable dans le futur. Les universités non privées ou la R&D des institutions non marchandes sont analysées comme des

Kulhman, etc... L'Etat est sollicité comme brancardier pour de nombreuses industries en difficulté, les grands groupes étant privilégiés

¹ Barre, R. & Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Economie en Plus, PUG, Grenoble.

consommations. Pour Eisner¹, les biens durables réduisent indûment la mesure de l'épargne. Pour 1997, ces biens durables représentent aux Etats-Unis plus de 500 milliards de dollars, alors même que le déficit public total (fédéral+local) était inférieur à 100 milliards de dollars. De la même manière l'utilisation des matières premières est une consommation, mais jamais un désinvestissement². La découverte de nouvelles réserves n'est jamais comptabilisé comme un investissement. Enfin, la richesse globale des Etats-Unis (physique et tangible) est de l'ordre de 25000 milliards de dollars. Une étude plus significative intégrant la valeur actuelle des gains futurs établirait cette fortune à plus de 100 trilliards de dollars. C'est dire l'importance faible des endettements public et national américain. Enfin, la fin du déficit commercial de 1992 correspond à la récession de l'économie américaine. Cette action est allée avec le chômage et les temps difficiles.

L'incertitude et le long terme

Le capitalisme est efficace dans sa capacité à satisfaire les besoins individuels à court terme. Mais il est myope, avec un horizon-temps très court. L'investissement public vient à la recousse de l'investissement privé. L'horizon temps des Etats s'est raccourci, du fait de la pression du budget, de l'impact des médias, de la lutte contre la baisse des revenus réels. Techniquement, de nombreux gouvernements ont des horizons temps très courts, notamment en période électorale. Lorsque le déficit budgétaire est supérieur aux activités d'investissement engagées par le budget, on sacrifie provisoirement la croissance future pour aider la consommation courante. Le capitalisme n'a pas de normes sociales pour lutter contre cette tendance à l'absence d'épargne, l'individu étant un roi pas toujours bien informé. Or, souvent les préférences individuelles sont produites par la société, comme résultantes des forces sociales. L'horizon temps du secteur privé s'est aussi rétréci, avec l'augmentation des populations du troisième âge, d'autant moins intéressés par le futur qu'est généralisée la retraite³. Il en résulte une modification du centre de gravité des préférences de temps, les deux-tiers du déclin de l'épargne américaine étant dû au vieillissement. Le vieillissement de la population menace de bien-être social, les finances publiques et les investissements collectifs⁴. Si le gouvernement ne fait rien, les déficits croîtront très rapidement. Ce qui est le cas des pays les plus riches. C'est un problème politique important, dans un paysage politique où les vieux prennent un poids important. Les jeunes ont les revenus les plus faibles et constituent les bataillons des pauvres, alors même que les dépenses sociales vont plutôt vers les vieux. Il existe même des endroits interdits aux jeunes. Le standard de vie américain demande 700 tonnes de minéraux, 4000 barils de pétrole, 25 tonnes de produits alimentaires et 28 tonnes de produits animaux. La certitude, c'est que les populations pauvres ne pourront pas, dans un avenir proche, obtenir un niveau de consommation comparable. Ce qui crée une zone d'incertitude sur leur capacité à accepter, sans réagir, de telles divergences, notamment à l'intérieur des pays développés. Il faut donc privilégier l'autosuffisance alimentaire indirecte. Les matières naturelles peuvent venir à manquer, il faudra désaliniser l'eau et engager des investissements que seuls les pays riches pourront financer. La prise en compte du temps est alors essentielle pour l'ensemble de l'humanité.

Les transferts

Les transferts existent entre les catégories sociales, les générations et les régions.

- Certains droits nationaux (*entitlements*) sont parfois accusés de décourager le travail et donc la richesse produite. Pour les partisans de l'offre, la réduction des *entitlements* produit une plus grande production nationale, et donc un plus grand bien-être. C'est un choix entre riches et pauvres. L'augmentation des impôts touche les riches, la réduction des "entitlements" s'exerce sur les pauvres. Les transferts de ressources ne sont pas toujours bien contrôlés (problème de l'incidence) et il arrive que les plus pauvres subventionnent les plus riches.

- Pour Rudman et Tsongas⁵, chaque nouveau-né aura une dette de plus de 50000 dollars, car il aura bien plus de taxes qu'il ne recevra de bénéfices du gouvernement. Pour Kotlikoff, s'il n'y a pas de changement, les générations futures auront à payer 71% de leurs revenus en taxes pour la

¹Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy : What counts and how to count it ?*, Harvard Business School Press, Boston

² Eisner, R. (1994), précité.

³ Cependant, aux Etats-Unis, les employés ont réduit leurs pensions de retraite de moitié depuis 1980.

⁴En 1900, 4% des américains avaient plus de 65 ans. Il y en a 13% maintenant. Quand en 1995, il y a 4,5 travailleurs pour payer une retraite, il n'y en aura que 1,7 en 2030. Les dépenses sociales pour les plus de 65 ans sont 5 fois supérieures à celles de la population entre 15 et 65 ans dans les pays de l'OCDE. L'âge de la retraite s'accompagne souvent d'une augmentation réelle des revenus, et une fortune moyenne de 222000 dollars contre 66000 pour ceux qui sont âgés de 35 à 44 ans.

⁵ Rudman W.B. and Tsongas P., *The Concord Coalition*, Initial statement, September 1992

durée de leur vie¹. Il faut cependant rappeler que les investissements en éducation existent et sont à la charge de la population active. A Singapour, ce ne sont pas les jeunes qui paient pour les vieux, mais une épargne forcée de 20% des revenus (+20% des employeurs) utilisée pour la santé, l'éducation, le logement et la retraite. Les dépenses sociales bénéficient à l'ensemble de la société, ils représentent une amélioration incontestable des "entitlements". Or, ce sont ces dépenses qui sont les premières concernées lorsqu'il s'agit de réduire les dépenses publiques.

- La Banque mondiale estime qu'il y aura plus de 8,5 milliards d'habitants en 2030, contre 5,7 actuellement, mais dont 2,8 milliards supplémentaires naîtront dans des pays avec moins de 730 dollars par an. Quatre hommes sur cinq vivront dans un PED en l'an 2000. Les politiques de planning familial ne sont efficaces que dans les pays où un véritable processus de développement est engagé. La persistance de la faim est seulement un problème de répartition des disponibilités. Le monde croule sous les stocks, les excédents menacent le monde et la situation nutritionnelle des hommes s'améliore. La malnutrition qui touche l'Asie et l'Afrique est invalidante². En Amérique Latine les inégalités sociales, notamment l'inégalité de la structure foncière, expliquent la malnutrition dans un continent d'abondance agricole. Les transferts apparaissent alors nécessaires.

I-2 La fin du capitalisme social

Les systèmes sociaux construisent des défenses contre les changements, comme le corps crée sa propre défense contre les maladies. Les menaces militaires, les conflits sociaux et l'existence d'idéologies alternatives ont été les justifications du statu quo. Le système d'économie de marché a compris que sa survie dépendait de sa capacité à éliminer les conditions révolutionnaires. Le conservateur Bismarck inventa les retraites et la santé publique, Churchill construisit la première assurance à grande échelle contre le chômage et Roosevelt introduisit l'Etat providence qui sauva le capitalisme américain. Si le capitalisme n'avait pas été menacé, ces mesures n'auraient été prises. Lorsque le système social est dominant, sans compétiteur, il perd sa capacité à l'adaptation. Le socialisme a pensé se substituer au capitalisme dont il avait mis en exergue les défauts et le communisme a espéré créer un homme nouveau. Pendant l'entre deux guerres, le socialisme s'est battu pour se construire, notamment contre Hitler et le fascisme, puis il a lancé le défi de l'espace et des résultats économiques, pour aboutir à la course aux armements, qui lui fit perdre son identité. Dans le combat entre les valeurs sociales et les valeurs individuelles, les dernières l'ont emporté. Pourtant, les guerres et les crises ont souvent conduit le capitalisme au bord de sa disparition.

Le développement des inégalités

La période est aux compétiteurs. "The winners take all the society". Les inégalités se développent entre les groupes sociaux, les régions, les races, les niveaux d'études, etc. Aux Etats-Unis, la part de la fortune des 1% les plus aisés représente 40% de celle de l'ensemble de la population ; en revenant à son niveau de la fin de la dernière guerre mondiale, avant l'instauration de la progressivité de l'impôt, elle représente le double de ce qu'elle était au début des années 70. Les salariés américains, malgré la croissance de leur économie de 29%, subissent une réduction de leur salaires réel, qui est passé de 34 000 dollars à 30400 dollars entre 1973 et 1993. Il en résulte l'existence d'un prolétariat, estimé à 800000 personnes en moyenne journalière ; pour les 7 millions de personnes concernées durant ces 5 dernières années. 32% des hommes de 25 à 34 ans ne peuvent assurer à leur famille de 4 personnes un revenu supérieur à celui de la ligne de pauvreté. Le prolétariat n'intéresse personne politiquement. Les salaires ont tendance à diminuer partout en Europe, les législations fiscales et sociales deviennent de plus en plus contraignantes et de moins en moins intéressantes. On assiste au développement de l'économie souterraine, qui témoigne de la méfiance à l'encontre de l'Etat et de ses prélèvements, jugés injustes. Par contre, les allocations chômage sont souvent jugées coupables par le moindre intérêt qu'elles suscitent dans la recherche d'un emploi faiblement rémunéré. Les investissements privés en éducation sont par nature très inégalitaires, mais un pays qui se limite à cette politique ne fabrique pas suffisamment de compétences sociétales.

La fin de la sécurité du travail

¹ Kotlikoff L.J. (1993), Generational Accounting : Knowing who pays, and when, for what we spend, Harvard Business Review, May-June, p. 105

² Brunel, S. (1995), Le Sud dans la nouvelle économie mondiale, Collection Major, Presses Universitaires de France, Paris.

Les entreprises ont cherché à conserver leurs consommateurs et leurs profits, tout en réduisant leurs main d'oeuvre de 10 à 30%, ce qui souvent n'était même pas justifié par une augmentation considérable de la productivité. Des coupes permanentes ont été annoncées et la nature du travail occupé a baissé de statut, notamment chez les sous-traitants et les PME, souvent faiblement syndicalisés. La réduction de la taille des entreprises est une technique de réduction des salaires, qui n'aurait pas pu être réalisée dans les grandes compagnies, qui ne désiraient pas en payer directement le coût social. Cette vague de réduction de taille résulte aussi d'un nouveau contrat social entre les propriétaires et les travailleurs, fondé sur la disparition du socialisme et la menace économique des syndicats forts. La seule limite à cette réduction de salaire, c'est l'expression de la demande solvable sans laquelle aucune affaire n'est réalisable. Ce processus qui a commencé aux Etats-Unis se développe aussi en Grande-Bretagne, la plupart des grandes firmes annonçant des plans de licenciements et de réduction des rémunérations¹. On a développé les travailleurs précaires, saisonniers, à mi-temps, à contrat déterminé. Même les grandes compagnies emploient maintenant en fonction de leur demande des personnels sans statut maison. Aux Etats-Unis, le chômage de 5,7% de la population active n'est que la partie immergée de l'iceberg. Au moins le double ne trouve pas d'emplois et n'est pas officiellement recensé, au même titre d'ailleurs que les travailleurs à mi-temps. Pour Thurow², le niveau de chômage réel des USA avoisine 14% et autant de travailleurs sont proches d'une situation de chômeur. On pourrait ajouter 11 millions d'immigrants légaux et illégaux entrés aux USA entre 1980 et 1993, qui exercent une pression à la baisse des salaires.

La fin du travail industriel

Le capitalisme a eu besoin de l'idéologie de l'individualisme, mais aussi de la machine à vapeur. Les firmes dominantes sont celles qui ont les caractéristiques de la compétence, de l'éducation et de la connaissance (firmes de consultation, cabinets de contentieux, banques, etc.) ; elles ont des formes de propriété différentes de celles des firmes capitalistes traditionnelles. Peu sont à la Bourse. Les employés gagnent une part importante sous forme de bonus et ils ont une plus grande part de responsabilité. La différence compétitive n'est plus dans l'achat de la machine la plus performante, mais dans l'intelligence, la souplesse, la rapidité, la compétence d'utilisation. Le départ d'un employé donne de nouveaux atouts aux concurrents qui s'approprient son talent. L'entrepreneur de Schumpeter a changé. Il n'est plus le propriétaire du capital, il a la capacité d'assembler les cerveaux humains les plus performants. La communication entre les actifs est plus importante que leur concentration. Or, le capital humain ne peut pas être approprié, sa constitution est plus longue que celui des autres formes de capital et il s'exerce dans un réseau de compétences qui se renforcent mutuellement.

II- La naissance de l'Etat-collaborateur

L'Etat a perdu les attraits que lui conférait la défense qu'il était présumé assumer des intérêts généraux. Avec les critiques formulées aux gestions étatiques et le retour du libéralisme pur et dur, l'Etat a progressivement eu "mauvaise réputation" en tant qu'économiste. On a parlé du "moins d'Etat", pour "mieux d'Etat". L'Etat n'est plus qu'un groupe de pression, certes encore dominant dans les Nations constituées, mais souvent dominé par d'autres groupes "entristes". C'est le grand problème de cette fin du XXème siècle qui a perdu ses valeurs humanistes et qui accepte un Etat dont la principale action économique est d'être à l'écoute des managers qui défendent les intérêts du libéralisme.

II-1 La fin des valeurs "humanistes"

On assiste à une domination excessive des valeurs matérialistes, au développement des inégalités, à une remise en cause des valeurs démocratiques, à la fin du contrôle national de l'information, à la perte des solidarités.

Le matérialisme dominant

L'idée selon laquelle la maximisation de la consommation personnelle est centrale dans le bien-être personnel est un principe vieux d'à peine deux siècles. Sans cette croyance fortement ancrée, la

¹Dans la première vague américaine, 12% des salariés ont quitté le marché de l'emploi et 17% sont toujours au chômage. Sur les 71 restants, 31% ont eu une réduction de 25% de leurs salaires, 32% ont eu un salaire décri et seulement 37% n'ont pas eu de réduction de salaire.

² Thurow, Op. Cit.

structure d'encouragement du capitalisme, au même titre que le concept de croissance moderne, n'a pas de sens. Pour les Egyptiens, le centre de la vie c'était "l'autre vie" après la mort. Le pharaon se préoccupait d'abord de sa vie éternelle et la construction des pyramides prenait alors tout son sens. Les opinions et biens personnels n'étaient pas valorisés, seuls comptaient les biens collectifs sur terre et la vie éternelle. Les romains, fameux stratèges et organisateurs, n'étaient que très faiblement concernés par les affaires commerciales, les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. Les chinois avaient une technologie plus évoluée qu'en Europe (des hauts fourneaux à l'imprimerie), ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies, perçues comme une menace par les nobles, étaient contrôlées socialement par les textes canoniques de Confucius qui donnaient la solution de tous les problèmes, en limitant le champ d'application des innovations.

Le plus grand désastre économique contemporain, c'est le chômage, car le travail est le centre de la vie sociale, le passage à l'âge adulte, la réalisation de son identité, l'objet de ses investissements intellectuels et de ses connaissances techniques. Le travail est aussi une fin, celle de la réalisation de l'oeuvre de chaque homme. Le travail est à la fois son propre espace de liberté par sa compétence, et le lieu des aliénations. Les inégalités entre groupes s'expliquent par la faible substituabilité entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés et par l'application faible de l'égalisation des salaires à travail équivalent, avec le même niveau d'étude. Plusieurs causes de différenciation interviennent, comme l'existence des syndicats, la connaissance recyclée, la dérégulation de certaines industries, l'immigration et l'augmentation de la population et les programmes sociaux. Les salaires individuels ne reflètent pas les capacités individuelles. Les revenus dépendent de critères pas toujours bien élucidés, notamment pour les hauts revenus. Il y a donc une pression pour une réduction progressive des salaires, et non pas sur les plus hauts revenus. S'il existe des îlots de richesse, il existe aussi des océans de pauvreté.

La démocratie en danger

Le concept de démocratie est polysémique et dans l'ancienne Athènes, il s'accommodait de l'esclavage (au même titre que les Pères fondateurs des Etats-Unis). La démocratie et le capitalisme ont des croyances différentes en matière de pouvoir. L'un considère l'égalité des hommes, l'autre pense en termes de substituabilité, d'inégalités, de productivité, de richesses et d'appropriation de ces richesses. Dans les sociétés de marché contemporaines, le pouvoir vient de la fortune et de la position politique (le code du pouvoir de Guillaume¹). Il est toujours possible de convertir le pouvoir économique en pouvoir politique et inversement. Le gouvernement a toujours essayé d'altérer les inégalités de revenus, qui sont souvent excessives². Dans ce cas, le gouvernement apparaît comme un élément positif.

Les capitalistes sont les généraux aux commandes de l'économie de marché. Ils louent les troupes (travail), promeuvent les officiers (managers), décident de l'endroit de la bataille (production) et de l'endroit de l'action (les marchés), choisissent les armes (technologies) et définissent les résultats (profits ou pertes). Les travailleurs n'ont aucun rôle décisionnel. Les propriétaires contrôlent l'ingrédient clé du nouveau système, à savoir le capital. Les sphères politiques et économiques croient dans les inégalités congruentes. Le capitalisme les a défendues et a essayé de démontrer leur justesse et leur droit. Pour Herbert Spencer, le capitalisme élimine le faible, c'est pourquoi il est fort. C'est un mouvement eugénique. Des droits inégaux de vote ne sont pas nécessaires dans les démocraties pour préserver les inégalités capitalistes. Il suffit de financer les élus potentiels. Le pouvoir économique devient une clef du pouvoir politique. Plus de fortune n'est pas utile pour la consommation, mais pour le pouvoir de décision.

Le développement est un processus de croissance des richesses et de diversification croissante des activités économiques, qui donne à l'homme une plus grande maîtrise de son propre destin contre la nature. La question qui se pose est de savoir si la démocratie est un préalable au développement. Un système éclairé autoritaire peut s'avérer plus utile qu'une démocratie corrompue. Il existe un conflit entre l'idée égalitariste de la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme. Avec la mort du socialisme, le capitalisme n'a plus de compétiteur plausible. Les exclus développent de nouvelles valeurs et ils recherchent de nouvelles organisations. Alors que le

¹ Guillaume, M. (1974), *Le capital et son double*, PUF, Paris.

²Ce qui est surprenant, c'est pourquoi la distribution des revenus ainsi produite est aussi large en comparaison des autres distributions de caractéristiques humaines, comme par exemple le QI. Il n'y a pas d'individus ayant plusieurs milliers de fois de QI supérieurs aux autres. Malgré de faibles écarts de compétence, les stars dominent le jeu. Bill Gates a de la chance et du talent.

capitalisme s'allie parfois à eux, les fondamentalistes religieux souhaitent prendre le pouvoir, en rejetant notamment les valeurs marchandes. Le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, alors que les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices. Les changements structurels massifs requis sont combattus par les intérêts acquis. Le capitalisme américain, qui reçoit le plus fort support populaire, est un faible fournisseur de bénéfices sociaux pour les classes moyennes. Avec l'augmentation des inégalités, le soutien populaire risque de lui manquer. Les nouvelles technologies productives augmentent l'importance des investissements sociaux en infrastructure, éducation et recherche alors que les valeurs vont vers l'individualisme et moins d'intérêt social dans les investissements communs.

Au niveau mondial, des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souveraineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment les uns des autres dans la sphère économique, car les taux d'intérêt, les balances budgétaires, les systèmes micro et macroéconomiques de régulation publique dépendent dorénavant de la coopération ou de la concurrence. Or, la mondialisation n'est pas un processus démocratique, puisque les bureaucrates européens ou les étrangers exercent une influence considérable sur la vie nationale. L'environnement économique n'est pas stable, notamment dans la mise en oeuvre des règles. Il en résulte une grande incertitude. Si de nouveaux ennemis intérieurs ne sont pas créés pour remplacer les adversaires extérieurs comme force d'unification, les sociétés ont besoin d'un objectif, celui de créer un monde meilleur. On vote trop facilement pour son étroit intérêt économique personnel. La démocratie a besoin d'une utopie, une route vers une meilleure société, une vision qui dépasse les intérêts particuliers étroits. Maintenant la sécurité intérieure n'est plus assurée et les communes quasi indépendantes pour riches se développent (28 millions d'américains), certaines interdites aux enfants, avec des règles de vie et même de décoration très strictes. La différence entre une culture et une civilisation pour Braudel c'est la présence ou l'absence de villes. Or, nos villes connaissent une crise. Au Moyen Age, il n'y avait pas de vision d'une meilleure vie. Nous en sommes au même plan.

La fin du contrôle collectif de l'information

Toutes les données de la production, de la commercialisation et de la consommation sont modifiées par l'irruption de l'informatique, qui s'accompagne de la mondialisation, conduisant au reengineering. Les moyens de communication modernes permettent le développement des transports, des communications, de l'information. Ils favorisent la gestion des sociétés multinationales, qui choisissent leurs implantations avec moins de contraintes géographiques. On travaille avec plus d'équipement et de meilleures technologies. Toute la hiérarchie des décisions est modifiée, par plus de flexibilité et de rapidité. L'éducation devra à la fois intégrer l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement partiel), afin d'éviter que les riches soient les seuls compétitifs. Les investissements éducatifs ont des taux de retour deux fois supérieurs à ceux des équipements et installations industrielles. La question est ensuite de savoir quel type d'éducation est nécessaire, à qui, sur quelle échelle. Les stratégies technologiques deviennent essentielles, ce qui est vrai en sport l'est aussi en économie. C'est pourquoi on assiste à un rôle public accru dans ce domaine. Les nouvelles technologies de communication (cheap, vidéo, etc..) transforment les communications (communications internes, commandes et fonctions de contrôle C3) du monde des affaires. Le C3 est toujours modelé comme au 19ème siècle. Les communications modernes font de l'organisation actuelle des sociétés des reliques du passé. On doit trouver de nouvelles formes organisationnelles. Il existe maintenant un village mondial électroniquement interconnecté. L'information mondiale est disponible, il faut seulement savoir où la chercher, comment la régler, la contrôler, l'orienter.

La fin des solidarités

L'altruisme ne constitue pas le fondement de la sécurité dans les pays capitalistes. La plupart des actions de solidarités subissent la crise.

- Comme la matière grise constitue l'avantage compétitif décisif, les firmes devraient inclure de plus en plus de force de travail qualifiée dans leur organisation, mais avec la crise, elles font l'inverse. Elles n'ont aucune loyauté envers leurs travailleurs. La question est de savoir comment le système capitaliste peut fonctionner alors que l'intelligence ne peut pas être appropriée. Le salariat a connu le taylorisme (pas encore mort), le toyotisme (avec une culture d'entreprise) et la haute technologie. Ces transformations bouleversent les rapports sociaux. Dans le modèle américain, l'emploi est considéré comme un marché. Dans le modèle japonais, l'emploi à vie est modulé, notamment par le caractère variable des rémunérations. Enfin, le modèle européen est fondé sur la recherche de l'emploi et les ressources garanties, avec une meilleure flexibilité, le recours au

chômage technique ou au travail temporaire, la recherche d'une pleine exploitation des outils. La protection sociale est à redéfinir. Le rôle des syndicats est contesté.

- L'origine de la dette des pays en développement se trouve dans l'euphorie des matières premières qui a suivi le choc pétrolier, conduisant à la substitution des logiques commerciales et financières à celles de l'aide. La crise mexicaine de 1982 a révélé l'imprudence des emprunteurs du Tiers Monde et de leurs créanciers. Il a fallu engager une austérité financière, une récession économique et accepter un coût social très élevé¹. La crise a été surmontée, même si la dette atteint près de 2000 milliards de dollars en 1995. On a probablement retardé le problème, mais la solution a été trouvée parce que les banques américaines étaient elles-mêmes menacées de faillite.

- L'Amérique Latine s'est engagée dans la voie d'une libéralisation rapide et risquée, avec un retour aux régimes démocratiques, une intégration régionale accrue, et un assainissement des bases économiques. Cependant, le redressement s'est fait en bradant les patrimoines nationaux, avec une forte privatisation qui a conduit souvent à des fiascos retardés ou à une réduction du service public. Il conduit aussi à un accroissement des inégalités. La démocratie se fait sur un lit d'exclusion sociale, et le développement des 3D (dette, drogue, détournements). Le problème de la dette n'est pas résolu, même s'il ne menace plus la communauté financière internationale, d'autant que les capitaux affluent, ce qui se traduit par un accroissement dangereux de la consommation.

- On peut se demander si l'Afrique est en faillite, avec des résultats économiques et humaines désastreux². L'ampleur de l'économie informelle et des mécanismes de redistribution expliquent que l'Afrique soit moins pauvre qu'il n'y paraît. C'est une économie de plus en plus souterraine, avec des inégalités de revenus extrêmes, l'importance inévitable du clientélisme, la privatisation concrète de la sphère étatique et les transferts de revenus. Les responsabilités sont aussi internes qu'internationales.

Selon Gary Becker, le capitalisme a besoin des droits de propriété pour fonctionner, mais pas nécessairement des biens publics. Selon lui, on pourrait tout aussi bien assurer une sécurité privée. Or, pour Lester Thurow, le coût en serait excessif, car il faut aussi une discipline collective. Dans le capitalisme, des idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité n'ont pas de valeur. Or, l'histoire est différente. Les groupes ont précédé les hommes et leur individualisme. Les gouvernements ont toujours existé, afin de définir les règles du jeu de l'ordre social.

II-2 De l'Etat Providence à l'Etat-Collaborateur

Avec le déclin de "l'empire américain", les Etats des pays industrialisés organisent encore le monde, mais ils sont fortement concurrencés par les firmes multinationales, par la réduction des contrôles collectifs de l'économie et par l'importance de l'influence des intérêts favorables au libéralisme dans leur gouvernement.

Les grandes puissances en veilleuse ou en " restructuration "

A la fin de la dernière guerre mondiale, l'économie américaine était le leader incontesté de l'économie mondiale et le "rempart" contre l'avancée communiste. La loi internationale était américaine et les Etats-Unis ne demandèrent même pas la réciprocité. Les japonais purent ainsi limiter l'accès aux produits américains et empêcher la propriété américaine des entreprises japonaises, sans qu'une telle limitation ne soit demandée au Japon. Le gouvernement japonais fonctionnait alors comme un acheteur monopsonique de technologie, à des prix faibles. Le gouvernement américain s'intéressait surtout à la lutte contre le communisme. Les Etats-Unis ont été, jusqu'en 1983, les principaux receveurs d'exportations mondiales. Pourtant, si les USA représentaient plus de 50 % du PNB mondial en 1944, ils ne produisent maintenant moins du quart de la production mondiale et ils ne constituent que le second marché mondial. Avec l'implosion de l'URSS, c'est aussi la fin de la police américaine d'une partie du monde, laissant le danger à la

¹Au début de la crise, les banques supposent une illiquidité temporelle et elles refusent des mesures globales, mais la dette ne fait qu'empirer passant de 1000 à 1500 milliards de dollars de 1985 à 1992. Les premières réductions sont évoquées à Toronto par le G7 en 1988 et en 1989 apparaît le Plan Brady, qui est un programme volontaire de réduction de la dette, par la garantie du gouvernement américain en échange d'un allègement de dette consenti. Si au bout de la période de rééchelonnement (30 ans), pendant laquelle le pays n'a à payer que les intérêts de sa dette, le pays ne peut rembourser, la banque sera certaine d'être payée grâce à des titres émis par le Trésor américain. En 1993, 100 milliards de dette ont ainsi pu être restructurées.

² Avec un PNB inférieur à 350\$ par an, une agriculture représentant le tiers du PIB et 80% de ses exportations sous forme de produits primaires, un endettement très préoccupant, une espérance-vie faible, une modification rapide des conditions de vie, la création de nouveaux Etats

prolifération des armes nucléaires et au développement du terrorisme. Les interventions récentes ont marqué le rôle prééminent des Etats-Unis, comme gendarme ou mercenaire officiel du monde. Les Etats-Unis ont essayé de relever le défi, depuis que le " boulet militaire " se fait plus léger, en maintenant notamment la position du dollar comme monnaie internationale et la politique du " benign neglect ". Par contre, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) apparaît plus indépendante des Etats-Unis que feu le GATT. C'est la fin de l'internationalisme américain. Certains Républicains veulent se désengager, notamment des Nations Unies, de la Banque mondiale, des banques intercontinentales, de l'USACDA, de l'aide à la Russie, etc. Par contre, Pat Buchanan parle plutôt d'un Nouvel Ordre mondial pour restaurer la souveraineté américaine. Les Etats-Unis seraient à la fois isolés et maîtres. Pour ce faire, les Etats-Unis savent utiliser les talents venus d'ailleurs, ce qui n'est pas le cas du Japon. Or, il ne faut pas oublier que la démocratie revient toujours vers le peuple et que les migrants exercent des influences profondes sur les choix des candidats. Le leadership suppose des fardeaux et du pouvoir. Un leader ne peut pas, dans une démocratie, ne se préoccuper que de lui-même. Il ne peut pas non plus être constamment déficitaire, sans être remis en cause politiquement¹. Un leader global doit avoir une économie et un projet de société dominante indiscutable.

Sans une vision politique, l'Union Européenne² serait condamnée, compte tenu des efforts importants réclamés aux populations pour la mettre en place. Cependant, l'Europe reste trop divisée et affaiblie par le chômage pour constituer à la fois un leader et un modèle. Le Japon pourrait être aussi un candidat au leadership, mais il n'a pas de poids politique et militaire. Le yen n'est toujours pas une monnaie de réserve dominante. Le Japon est fermé sur lui-même. En outre, il n'est pas un modèle facile. Il connaît actuellement un grand écart entre son PNB par habitant exprimé en dollars courants (46600\$) et en PPA (20500\$). Les japonais sont très riches dans le monde, mais seulement aisés à l'intérieur. L'URSS a disparu et la Russie semble engoncée dans ses problèmes économiques, même si sa puissance nucléaire ne doit pas être oubliée.

L'internationalisation est en marche, mais les entités nationales et régionales gardent cependant une grande importance. Des blocs commerciaux régionaux se sont constitués, conduisant d'ailleurs souvent à des trends contradictoires. De plus en plus de libéralisme économique est progressivement introduit à l'intérieur de la zone, même si chaque bloc se protège encore des autres. Si le libre-échange se développe, l'idée d'un marché contrôlé est aussi très forte. La plupart des pays en développement ont à négocier leur accès aux marchés mondiaux les plus riches. L'ALENA subit le contre-coup de la crise financière du Mexique. Les USA sont obligés d'entreprendre des actions financières importantes, pas très populaires et qui affaiblissent le dollar, qui conduisent à une récession du Mexique. Les chances de survie à long terme de l'ALENA ne sont pas si bonnes, même si des considérations d'union politique peuvent encore faire surmonter les limites. Le libre-échange est douloureux, il réduit les salaires, les prix, les investissements sociaux, les emplois. Il y a des luttes contre le libre-échange. Les gouvernements doivent convaincre leurs électeurs d'entreprendre de douloureuses restructurations, ce qui suppose une vision plus large que le seul domaine économique.

Les transformations graduelles sont moins traumatisantes que les changements brusques. L'intervention de l'Etat est encore possible au niveau stratégique, mais l'internationalisation rend parfois les actions des grandes puissances bien peu concluantes. Par exemple, la question de

¹ Pour Lester Thurow (Op. Cit.), l'alternative à l'emprunt est la vente des actifs américains (terre, sociétés, buildings) aux étrangers, mais cela reste limité s'il n'y a plus rien à vendre. Malgré la position unique du dollar comme monnaie de réserve, la formidable richesse des américains à l'extérieur et la grande richesse interne (il existe encore de très bons actifs financiers que le monde entier voudrait bien se procurer aux Etats-Unis), on ne peut éviter les règles fondamentales du centre de gravité. Personne ne peut se permettre un aussi large déficit commercial pour toujours. Or, tout le monde agit comme si rien ne menaçait l'équilibre du monde. Les Etats-Unis ont perdu leur capacité à financer leur déficit. On ne sait pas quand cela arrivera. L'économie permet de comprendre les choses, mais elle n'est pas efficace pour expliquer le timing. La fin va arriver inéluctablement. L'épicentre du tremblement économique est aux Etats-Unis et le choc sera très violent dans le Pacific Rim. Le standard de vie des Etats-Unis va s'effondrer. Les américains devront plus travailler pour un niveau de vie réduit. Le Japon connaîtra aussi une grave crise, même si le gouvernement subventionne les exportations. Il y aura du chômage et des faillites de banques. Les autres pays ne pourront plus payer leurs dettes au Japon et cela ne fera qu'aggraver la situation. Les ventes ne seront donc pas réduites au marché américain, et les pays tournés sur les exportations connaîtront de graves difficultés. Cette conception n'est pas partagée par Robert Eisner (Op.Cit.) qui considère que la richesse des Etats-Unis est très importante par rapport au montant de la dette.

²Reboud, L. (1996), L'économie européenne, ECO+, PUG, Grenoble.

L'ouverture du marché japonais, pourtant essentielle aux yeux du gouvernement américain depuis une bonne décennie, reste toujours en suspens. A priori, il n'y a pas de raison que les japonais changent leurs coutumes et habitudes pour satisfaire la demande américaine, surtout s'ils souhaitent une société plus égalitaire. Les prix exportés sont des deux tiers inférieurs à ceux des produits intérieurs, et l'écart s'est accru depuis 1990. Les Etats-Unis ne peuvent pas non plus accepter un tel déficit uniquement parce que la culture japonaise est différente. Les japonais retardent toujours les négociations, notamment sur les automobiles. Les négociations serrées ne produisent pas d'effets, du fait de l'inertie administrative du Japon. La crédibilité des USA, et encore moins celle des autres pays du monde, concernant les mesures de rétorsion à l'encontre du Japon est très faible. Le marché japonais est ouvert, mais de nombreuses spécifications rendent impossible la concurrence étrangère. Le Japon se propose de construire une économie pour l'intérieur, une croissance plus endogène que tournée vers l'exportation. Ni le Japon ni les Etats-Unis ne prendront les décisions conflictuelles, tant que le Japon prêtera l'argent que les Etats-Unis dépensent pour leurs importations. Le Japon peut le faire encore longtemps, mais le problème insurmontable n'est pas le déficit commercial, mais plutôt les balances dollars tenues en réserve par les pays et les firmes. Le gouvernement des Etats-Unis n'a plus le pouvoir d'imposer ses stratégies commerciales, hormis ses barrières douanières¹.

Tout le système fonctionne sans véritable leader. Or, les idéologies disparaissent, les religions s'affaiblissent ou se divisent. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité avec la peur du communisme. Sans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre intérêt.

La fin du contrôle collectif de l'économie

Les Etats-Unis ne sont plus les locomotives des économies capitalistes. Une petite relance américaine n'est plus suffisante pour relancer la croissance dans le monde entier. Au début des années 80, la volonté des Etats-Unis de ne pas suivre une politique qui aurait été favorable à l'économie du reste du monde s'est avérée dramatique. Maintenant, les Etats-Unis ne désirent pas aider les autres pays, même lorsque cela ne lui coûte rien. Les politiques keynésiennes contra-cycliques ont disparu et depuis 1990, seuls le Japon et les USA ont réduit leurs taux d'intérêt pour stimuler la demande, et aucun pays n'a cherché à mener une politique fiscale concrète de relance. En outre, aucun Etat ne souhaite réduire les taxes ou augmenter les dépenses en période de récession. Un accroissement des dépenses devient souvent impossible à réduire ultérieurement, du fait des votes. Comme l'augmentation des impôts après la récession est impossible, les gouvernements sont dans une prison fiscale. Les politiques keynésiennes sont bloquées par la mondialisation

Les marchés financiers peuvent pourvoir tellement d'actifs financiers dans le monde que les politiques monétaires doivent être ajustées à leur dictature, et non aux besoins nationaux. Les Etats sont amenés, en période de récession, à accroître les taux d'intérêt. Seuls, les Etats-Unis peuvent financer ainsi leur déficit des paiements. Il faudrait une politique coordonnée des trois grands Etats, pour détenir le leadership. Mais les leaders ont des intérêts électoraux qui les conduisent à ne rechercher aucune réduction des surplus commerciaux pour le Japon, aucune réduction de la très haute consommation pour les Etats-Unis (due à l'augmentation des fortunes et à l'endettement), aucune réduction des taux d'intérêt en Allemagne. Ce n'est plus la croissance qui est au centre du débat, mais la lutte contre l'inflation et le maintien de la valeur de la monnaie. Pourtant, si l'inflation est grave lorsqu'elle conduit à la spéculation, son rejet absolu constitue un frein aux activités commerciales². Le capitalisme fonctionne mal avec des prix en réduction, car ils retardent les achats. Les décisions gouvernementales des grandes puissances sont cependant respectueuses des dangers des votes, celles des autres pays sont prises en otage par les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.

Une économie globale se définit comme une économie dans laquelle les facteurs de production (ressources naturelles, capital, technologie, travail) aussi bien que les biens et services sont disponibles dans l'ensemble du monde. Le travail va là où les salaires sont les plus élevés. Si l'égalisation des prix des facteurs n'intervient pas, c'est qu'il existe un mystère économique. Les salaires réels diminuent surtout lorsque les importations augmentent. Si les pays ne font pas

¹ Il peut décider un *import ticket* du fait de son déficit global, limitant ainsi l'importation de certains produits japonais aux USA. La balle serait dans le camp japonais, car sans le marché américain, le commerce intra-asiatique connaîtrait une crise de paiement considérable.

² Brittan S. (1995), *Elusive Case for Stable Prices* ", Financial Times, May 18, page 9

d'investissements pertinents dans la qualification, la R&D, les infrastructures et les équipements, il en résultera une réduction progressive des salaires et des forces de travail utilisables. Dans ces conditions, les Etats sont mis en concurrence et leur degré de liberté s'avère peu élevé. Les nouvelles technologies modifient l'économie mondiale. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité n'importe quel produit peut être fabriqué et vendu n'importe où. On fabrique là où les coûts sont les moins élevés et on vend là où les produits sont les plus chers. Peu d'attachement sentimental à une région n'intervient. Les coûts de transport et de communication ont considérablement baissé, ainsi que son temps de réalisation.

La mondialisation crée un court-circuit fondamental entre les institutions politiques nationales et le contrôle de l'économie. La mondialisation suppose que les forces géoéconomiques internationales dictent les politiques économiques nationales. Les gouvernements perdent leurs leviers de contrôle. L'effort des Etats-Unis pour contrôler le dollar a conduit au marché de l'euro-dollar. Chaque effort de régulation nationale provoque une réaction puissante des groupes transnationaux. Le gouvernement japonais a essayé de prévenir le commerce de dérivés financiers complexes qui faisaient évoluer l'indice Nikkei à Tokyo. Le commerce s'est exporté à Singapour. L'ère de la régulation nationale est dépassée. Les activités vont là où il n'y a pas de régulation. Le faible contrôle des mouvements financiers peut être dangereux. Les lois nationales sont alors mises en concurrence (droit fiscal, droit du travail, droit commercial, droit bancaire, notamment). Avec la mondialisation, les pressions sont toujours vers le bas, jamais vers le haut. Avec les satellites et l'électronique, le monde a sans doute passé le point de non retour pour le maintien de l'exception culturelle. La vente de la propriété industrielle est maintenant de toute première importance, même si elle est souvent injuste en défavorisant les plus pauvres. Cependant, une économie mondiale encourage les stratégies individualistes de *free riding*. Pourquoi donc un pays financerait-il les R&D si toutes les firmes peuvent les utiliser partout librement dans le monde ? Les firmes multinationales pourraient se substituer progressivement au financement public.

Les chocs financiers sont de plus en plus puissants, alors même que la théorie économique fait l'hypothèse de leur impossibilité, compte tenu de la rationalité des agents et de l'application des changes flexibles. Les gouvernements ont de moins en moins d'instruments pour contrôler les flux monétaires et financiers internationaux. Dans un jour normal, plus de 1300 milliards de dollars s'échangent sur les marchés internationaux, alors que les exportations mondiales n'excèdent pas 10 milliards de dollars par jour. L'intervention de l'Etat est remplacée par l'aléatoire. La crise du Mexique aurait pu aussi bien apparaître aux Philippines, en Indonésie ou au Brésil. Mais un enchaînement de circonstances ont créé des conditions de crise au Mexique, lequel a dû suivre les règles et politiques dictées par le FMI et la Banque Mondiale, conduisant immédiatement à la récession économique. Après la crise, l'inflation a été de 60%, 13 ans de croissance du niveau de vie ont été sacrifiés pour introduire des réformes du marché, plus de 4 millions de personnes ont dû réduire leurs horaires de 15 heures par semaine et 500 000 chômeurs supplémentaires ont ainsi été créés. Les pertes de pouvoir d'achat ont été de 33%, voire 50% pour les classes moyennes. La crise a été terrible. Les Etats-Unis contrôlent les revenus du pétrole mexicain sur un compte du FED et ils garantissent les avoirs des non-ressortissants mexicains. Or, les défauts économiques du Mexique n'étaient pas importants, et dus principalement au secteur privé, le secteur public n'étant pas un emprunteur net. C'est le prix à payer pour restaurer la confiance des investisseurs internationaux. Le franc fut aussi attaqué, malgré des indicateurs fondamentaux corrects. Les Etats-Unis, aidés par le FMI, cherchent à être le régulateur global, mais ils n'ont pas d'autorité régulatrice. Les crises financières constituent une menace constante, et aucun pays n'est à l'abri. Seuls les américains peuvent ne pas en supporter les effets, puisqu'ils peuvent payer avec leur propre monnaie.

Le nouveau Sud ne rompt pas avec l'ancien. La colonisation est venue bloquer les processus d'industrialisation, mais il n'y a pas eu pour autant pillage. Par contre, les Etats pauvres sont souvent amenés à suivre une politique qu'ils ne souhaitent pas, notamment lorsqu'ils sont endettés. L'ajustement structurel¹ a souvent été expérimentés dans les pays endettés d'Asie et d'Amérique Latine. Appliquée suffisamment tôt, cette politique a permis de rétablir les grands équilibres et de

¹Il propose une contraction du déficit budgétaire, la dévaluation de la monnaie (pour modifier les termes de l'échange interne et externe entre biens échangeables et biens non échangeables), la rigueur monétaire (sélectivité des prêts du secteur privé, hausse des taux d'intérêt), la modification du système d'incitation à la production (relèvement des prix agricoles, rationalisation des interventions de l'Etat sur les marchés, privatisation), la réduction de la protection industrielle en obligeant l'application des avantages comparatifs et une réduction des coûts.

restaurer la confiance des opérateurs étrangers, au prix d'un coût social élevé (décennie perdue du développement en Amérique Latine pour 1980-1990). En Afrique, les résultats n'ont pas été satisfaisants, du fait du délabrement des infrastructures, de l'état catastrophique de l'agriculture, de l'absence d'intégration économique ville-campagne. L'aide internationale s'est tarie, et il n'en a pas toujours été fait bon usage. " La Corrèze plutôt que le Zambèse " est redevenu un slogan d'actualité. La coopération internationale est pourtant un domaine privilégié des relations Nord-Sud. L'interventionnisme du Nord prend deux aspects, celui de l'ajustement structurel en fonction de l'idéologie libérale et l'intervention humanitaire. Malgré la libéralisation effective du commerce mondial, la Sud se heurte au protectionnisme croissant. Les conventions de Lomé, considérées comme un modèle de coopération, ne sont pas parvenues à enrayer le déclin de l'Afrique¹. L'OMC bénéficie surtout aux pays riches et le Sud est victime d'un protectionnisme déguisé, mais croissant. La défense des agriculteurs des PD autorise un protectionnisme déguisé et il y a même l'apparition d'un néo-protectionnisme avec le refus partiel de concurrence avec les NPI. Le Sud reste encore fragile et précaire. Il entre dans l'impitoyable hiérarchisation du monde. Pour Sophie Brunel², il y a en fait 4 Sud, celui triomphant d'Asie, qui analyse avec condescendance le déclin de l'Occident et s'engage dans le libéralisme économique et le despotisme politique ; celui malade d'Afrique avec l'insécurité politique, la marginalisation économique et la dépendance au Nord ; celui de l'Islam qui comprend des pays intégrés (Indonésie) ou en crise (Algérie) qui souffre de la montée des intégrismes ; celui intermédiaire d'Amérique Latine, avec sa culture occidentale, son libéralisme effréné, ses inégalités, ses drogues et ses détournements. La question est de savoir si le Sud est victime d'un ordre économique international injuste. La détérioration des termes de l'échange est une réalité, parce que si les matières premières sont importantes pour le Sud, le Sud n'est pas important pour les matières premières. Pour y échapper, il faut accroître la productivité et donc les ventes exportées, diversifier les produits exportés, transformer les produits bruts, s'affranchir de la dépendance envers les exportations de matières premières brutes ou transformées. La régulation mondiale (et surtout régionale) ne remplace pas encore la régulation nationale. En outre, ses avantages en termes quantitatifs sont probablement très décevants³.

Le pouvoir des firmes multinationales

Les grandes firmes multinationales ont connu de grandes difficultés. Par exemple, IBM avait secrété des formes de monolithisme, de bureaucratie et d'autosatisfaction, qui l'ont conduit à la crise dans les années 80. Elle a alors abandonné ses principes, elle a revu sa stratégie spatiale en optant pour une stratégie globale, avec un recentrage de ses activités sur ses métiers de base et les alliances avec Apple et Motorola. Microsoft s'est développé de manière exceptionnelle, mais elle fait l'objet d'une enquête de la loi anti-trust. Nike lui développe un capitalisme original, plus marchand que fabricant, plus nébuleuse d'unités que groupe intégré. C'est l'ébauche de l'entreprise virtuelle. L'organisation de l'entreprise devra être renouvelée, après avoir mis l'accent sur la production, puis le marketing, puis le financement, voilà le retour de la production. Nike ne fabrique rien de lui-même. Le Made in France ne suffit plus, il faut le Made in Dior. Les activités de service augmentent, les activités industrielles diminuent, même si elles restent la base forte de l'économie. Les entreprises américaines s'allient selon 4 formes, à savoir les alliances à but technique ou scientifique et les alliances à but commercial; les " joint-ventures " contractuelles (avec limitation de durée et d'objectifs) et à capitaux, les " corporate venturing " et la prise de contrôle. Ces accords sont conçus pour faire face à une menace extérieure, pour conserver le leadership ou pour établir un quasi monopole. Ils se développent dans le domaine de la R&D. Le capitalisme américain préfère s'allier à l'adversaire menaçant et en faire un partenaire. Inversement, General Motors a pris une prise de contrôle sur Isuzu, de façon à pénétrer le marché japonais.

S'agit-il encore d'entreprises américaines ? Les entreprises américaines se caractérisaient par un vaste marché intérieur, une domination technologique, la qualification supérieure des ouvriers américains et l'efficacité incomparable des managers. Actuellement, ce n'est plus le cas. Les

¹ Il aurait fallu que les politiques nationales créent des conditions d'exportation compétitives. Les sommes allouées au regard de la coopération bilatérale sont restées trop faibles. Les opérations du FED sont lentes, complexes et au lieu de promouvoir le partenariat elles ont entretenu l'assistanat.

² Brunel, S. Op. Cit.

³ Les organisations internationales (OMC ou FMI) sont au coeur de ces actions géo-économico-politiques. Les décisions prises pour l'OMC devraient d'après ces organisations rapporter au monde entre 140 et 274 milliards de dollars jusqu'en 2002. Ce qui est impressionnant certes, mais ne représente, au mieux, que 1% du PNB mondial. Ces gains sont trop faibles pour être significatifs.

entreprises cherchent à accroître leur taille, à développer les fusions, en accroissant la gamme des accords stratégiques (corporate venturing international). Même si ce venture-capitalism (capital-risque) est aussi du vulture-capitalism (capitalisme vautour), la compétitivité des entreprises américaine est encore très forte. Sur les 110 technologies les plus sensibles pour le développement futur, les Etats-Unis en dominent 43 contre 33 pour le Japon. Les firmes multinationales ont favorisé la montée en puissance des NPI. Pourtant on les accuse de piller les ressources du pays d'accueil en se préoccupant de leur seul profit, de déséquilibrer les balances des paiements par leurs mouvements de capitaux (rapatriements de bénéfices, notamment), d'exploiter la main d'oeuvre locale, de procéder à un transfert insuffisant de technologies, et d'exercer un pouvoir politique important et dangereux pour la démocratie d'un pays. On a assisté à des nationalisations en chaîne après les indépendances, mais la tendance s'est inversée depuis 1980. L'apparition de "firmes globales" s'explique par l'internationalisation du monde (recherche d'économies d'échelle et de taille critique, exploitation des avantages comparatifs de chaque zone, nécessaire présence sur tous les grands marchés, développement du coût de la recherche). Les FMN sont d'abord implantées dans les pays développés, huit pays concentrant 90% de l'investissement mondial. La plupart des délocalisations se font d'ailleurs à l'intérieur de l'OCDE. L'attrait des pays riches joue aussi sur les FMN du Sud, mais la part des PED ne cesse de croître (40% des IDE pour l'Asie en 1993 contre 7% en 1980). La stratégie des FMN évolue, de la délocalisation "pays-atelier" à la délocalisation "cheval de Troie". Les FMN sont très intéressées aussi par les zones franches, car la main d'oeuvre y est très bon marché, avec une forte productivité et de faibles exigences sociales. Les PED disposent de leurs propres FMN. Si les délocalisations jouent actuellement en faveur du Sud, à moyen terme elles bénéficieront au Nord. Les FMN des pays du Sud restent dans leur zone lorsqu'elles ne peuvent conquérir les marchés du Nord. La délocalisation qui semble favorable au Sud sera positive à moyen terme pour le Nord. Les FMN sont probablement les grandes forces de demain, même si la maîtrise de leur secteur n'est pas encore assurée par une coopération suffisante. Mais le danger existe vraiment, sectoriellement d'abord, plus globalement ensuite.

L'Etat collaborateur

Avec le paiement de la guerre du Golfe, les Etats-Unis sont devenus des mercenaires, et non plus le chef militaire charismatique. La même perte américaine de pouvoir apparaît dans le secteur privé, avec une réduction de la puissance des banques nationales et des actifs financiers moins valorisés. Les investissements à l'étranger deviennent plus chers pour les Américains, à l'inverse de celui des étrangers aux USA. Les infrastructures peuvent être achetées sur les marchés privés (péages, codes-barres). Mais l'utilité publique reste importante, notamment pour accélérer le développement économique, investir dans de grands projets extrêmement coûteux, que les capitalistes ne peuvent s'offrir ou dont les risques apparaissent trop importants. Historiquement, la croissance de la productivité privée et le développement de l'infrastructure publique sont étroitement corrélées, mais les études économiques ne fournissent pas de résultats indiscutables sur l'action du second sur la première. De grands retours sur investissements publics existent dans certains pays (Allemagne, USA), au contraire d'autres pays (Grande-Bretagne). Pour le futur, l'infrastructure du savoir va dépasser les infrastructures physiques. Autrement dit, les infrastructures sont développées et souvent financées par l'Etat, au bénéfice des grandes firmes, avec l'hypothèse sous-jacente selon laquelle ce qui est bon pour les firmes est nécessairement bon pour la Nation.

Le capitalisme oublie le futur. Le contexte social y est absent, notamment l'éducation, la religion, le service public, la famille, la législation, etc, sauf s'ils produisent du profit. Toute société a besoin d'un mélange de gestion individuelle et de contrôle social. Bien que le capitalisme doive réussir ou échouer sur les investissements qu'il fera, il prêche toujours la théologie de la consommation. Il a résolu historiquement ses contradictions internes en utilisant le secteur public pour faire des investissements en infrastructure, R&D et éducation que les initiatives privées sont incapables de mettre en place à l'échelon d'une grande nation. Le capitalisme privé compte sur les retombées publiques. Il a souvent présenté l'excuse des menaces militaires ; celle-ci ne tient plus. Dans le nouveau capitalisme d'activités de matière grise, la technologie publique est centrale. Elle ira là où on pourra la recevoir, car elle n'a pas de localisation naturelle. Personne ne peut gagner sans communications et transports compétitifs. Quand le gouvernement est sollicité pour entreprendre ses investissements sociaux à long terme, il est essentiel pour le secteur privé. Les entreprises n'estiment plus avoir d'obligations à long terme avec leurs forces de travail. Il existe alors un conflit permanent, qui n'existait pas sous cette forme juste après la dernière guerre mondiale. Le contrat social est rompu et cela provoque des tensions. Le capitalisme, fondement de l'intérêt

individuel, ne peut reconnaître le besoin d'une équipe de travail. Il faut conserver le coeur des travailleurs, alors qu'il y a accroissement des inégalités et baisse des salaires. Il faut un nouveau contrat social, avec l'idée qu'il n'y a plus d'emplois à vie avec des salaires croissants, mais qu'il existe une certaine garantie du travail, de façon à investir sur le travailleur en matière de compétence et de connaissance. L'emploi à vie est remplacé par l'employabilité à vie.

L'Etat bouche les trous des insuffisants concernements collectifs des entreprises. Son action ne consiste plus à inciter fermement les entreprises à agir conformément à l'intérêt public, elle se limite à satisfaire les besoins des entreprises, dans l'espoir que celles-ci en feront bénéficier les citoyens. Par cette équation simpliste selon laquelle le bien-être des entreprises provoque le bien-être des populations, l'Etat est maintenant l'otage des groupes privés puissants qui soutiennent les élus qui veulent bien défendre leurs intérêts. Or, comme toute élection est une opération onéreuse, les élus sont parfois devenus les VRP conscients ou inconscients des grands intérêts économiques privés de la Nation. On assiste même à une forme d'idéologie collective de l'entreprise et du profit comme fondement du bien-être optimum que les résultats économiques de ces dernières années démentent clairement. L'Etat n'a plus à fixer des objectifs qu'il propose comme "ardente obligation", l'Etat n'a plus d'autre but que de permettre aux entreprises de se développer, même au prix du chômage et de la baisse des salaires. L'Etat est devenu un simple collaborateur des grands groupes économiques. La démocratie est sans doute menacée. Les mêmes réseaux ou formations dirigent à la fois les entreprises et les affaires de l'Etat, avec toutes les connivences et accords occultes que les affaires judiciaires ont tant de mal à mettre en évidence ou à sanctionner. Au fond, cette "démocratie élitiste", fondée sur le libéralisme économique et le goût du matérialisme inégalitaire, conduit à attribuer à l'Etat un rôle limité, celui de la défense d'intérêts particuliers.

Conclusion

La géographie politique a complètement changé, avec de nouvelles nations et de nouveaux conflits. On parle de plus en plus d'une gendarmerie mondiale. Le capitalisme est sans concurrent, seul, inquiétant avec son idéologie de la consommation qui menace l'humanité. Schumpeter pensait que le capitalisme mourrait de la bureaucratization de l'invention et des innovations et du faible soutien des intellectuels qui souhaitent défendre les seules causes nobles. Le danger n'est pas que le capitalisme explose comme le communisme, car il ne s'auto-détruit pas. La stagnation, pas la catastrophe, est le danger. La technologie et les idéologies font trembler ses fondations. Les inégalités seront alors le ferment de conflits qui menaceront l'idée même de la démocratie.

Bibliographie

- Aganbegyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Avril.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Boyer, R., Drache, E. (1996), States against Market, Routledge, London.
- Brittan, S. (1995), Elusive case for Stable Prices, Financial Times, May 18.
- Brunel, S. (1995), Le Sud dans la nouvelle économie mondiale, Collection Major, Presses Universitaires de France, Paris.
- Eisner, R. (1994), The Misunderstood Economy : What Counts and how to count it ? Harvard Business School Press, Boston.
- Englehard, P. (1996), L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?, Arlés, Paris.
- Fontanel, J., & Bensahel, L. (1992). La guerre économique. *Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon]*, 13(4), 9-50.
- Fontanel, J. (1993), Economistes de la Paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J., Smith, R. (1993), Les conséquences économiques de la paix, in "Economistes de la Paix", (Fontanel J., Ed.) L'Economie en Plus, PUG, 1993
- Fontanel, J. (1994), The Economics of Disarmament. A Survey Defence and Peace Economics, Vol. 5, n° 2, 1994 (34 pages)
- Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.
- Fontanel, J. (1995), Economics of Disarmament, in Handbook of Defence Economics (Hartley & Sanders Ed.), North Holland, Amsterdam.
- Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris, 1996.
- Guillaume, M. (1974), Le Capital et son double, Presses Universitaires de France, Paris.
- Kotlikoff, L.J. (1993), Generational Accounting : Knowing who pays, and when, for what we spend, Harvard Business Review, May-June.
- Reboud, L. (1996), L'économie européenne, ECO+, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Rudman, W.B., Tsongas, P. (1992), The Concord Coalition, Initial Statement, September
- Thurow, L.C. (1996), The Future of Capitalism, William Morrow and Company, Inc, New York.